

était alors le mot d'ordre. S'en souvient-on aujourd'hui, quelqu'un se préoccupe-t-il maintenant de savoir si oui ou non l'Europe est faite et, le cas échéant, de quelle manière elle l'est? Les frustrations enregistrées depuis lors se reflètent dans les tensions actuelles entre les neuf membres de la CEE. Nous examinerons plus loin la nature de ces tensions. Mais, afin de les comprendre, il convient d'abord de mettre en lumière, ne serait-ce que superficiellement, les frustrations éprouvées entre 1973 et 1976. De toute évidence, elles sont d'ordre externe et d'ordre interne. Au plan externe d'abord, l'Europe avait amorcé son décollage en se joignant au «pentagone» de M. Kissinger à un moment où le jeu de puissance mondial se modifiait déjà. Les changements ont influé à la fois sur les relations Est-Ouest et Nord-Sud.

La détente

Dans le premier cas, l'entité ouest-européenne naissante devait rapidement constater que les progrès de la détente et le succès de l'*Ostpolitik* avaient réduit sa marge de manœuvre au lieu de l'élargir. Le gouvernement allemand voyait en l'*Ostpolitik* la première étape d'un processus que M. Willy Brandt appelait un «statut dynamique». En d'autres termes, elle était appelée à humaniser et à libéraliser les relations entre les deux Allemagnes et les deux moitiés de l'Europe. Aux yeux des Soviétiques, cependant, elle n'était que l'aboutissement d'une évolution; elle devait tout au plus normaliser les relations. Les limites de la normalisation sont vite apparues avec l'application généralisée de la doctrine de l'*Abgrenzung*. Il s'agit d'un mécanisme destiné à empêcher que la libéralisation des relations économiques ne gagne successivement les rapports politiques et culturels, ces derniers étant dissociés des rapports humains dont l'organisation est laissée à un processus de marchandage politique. Ce mécanisme et sa doctrine sous-jacente ont rapidement donné le ton non seulement aux relations de l'Allemagne de l'Est avec les pays de l'Ouest mais aussi aux politiques de la plupart des États d'Europe de l'Est. Le statu quo dynamique était réduit à un simple statu quo. Ce phénomène est attribuable au fait que la détente, si tant est qu'elle a existé, tenait beaucoup plus à une convention entre superpuissances qu'à une entente Est-Ouest tous azimuts.

Rien ne l'a plus clairement démontré que les préparatifs de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. A un certain moment, l'Allemagne occidentale avait espéré établir un rapport (en allemand: *sachlicher Zusammenhang*) entre les trois corbeilles

de négociation, sans qu'il s'agisse pour autant d'un lien direct (*Junktum*). Dans cette optique, les concessions économiques accordées à l'Est, sans nécessairement être subordonnées aux accords sur la sécurité, auraient présenté un rapport évident avec eux; y figureraient, évidemment, les principales concessions de l'Est à l'Ouest en matière de sécurité. Dans la même veine, tout accord commercial ou économique à long terme aurait été assujéti au respect des dispositions intellectuelles et humanitaires de la troisième corbeille.

Pour un temps, cette stratégie parut unir les Neuf. A vrai dire, c'était peut-être leur première aventure commune dans l'élaboration de la politique étrangère. Il est difficile de dire si oui ou non elle aurait été couronnée de succès. Peu importe: elle avait placé l'Union soviétique dans une situation difficile à Genève, ce qui a amené les États-Unis à se porter à sa rescousse en expédiant la conférence d'Helsinki le plus rapidement possible afin de faire avancer les pourparlers SALT et MBFR. Depuis, la détente elle-même a été de plus remise en question. L'Europe occidentale était déjà déçue des résultats de la détente au moment où elle battait son plein. Mais lorsque se sont fait jour les tendances au fractionnement provoquées par la concurrence entre superpuissances, les Européens sont eux aussi entrés dans la ronde. L'espoir que la politique commerciale serve de tremplin à la politique étrangère a cédé la place à des accommodements séparés entre les différents gouvernements européens et Moscou. Les Anglais, les Français et les Allemands se sont fait concurrence pour accorder à Moscou les crédits lui permettant de faire des achats chez eux et d'y créer de l'emploi. Dans un sens au moins, Soljénitsyne avait raison: au lieu d'utiliser leur puissance économique comme pièce de marchandage afin d'aboutir à un accord sur la sécurité, les Européens de l'Ouest ont continué à subventionner l'économie de paix de l'URSS, ce qui a permis au gouvernement soviétique de maintenir une économie de guerre. Dans l'hypothèse la plus optimiste, les résultats de la détente sont douteux et générateurs de dissension. Mais ce courant traduit aussi une certaine faiblesse économique de l'Europe occidentale qui découle des rapports Nord-Sud plutôt que des relations Est-Ouest.

Triple changement

Moins d'un an après l'élargissement de la Communauté, le prix du pétrole, déjà relevé au début de 1973, allait quadrupler. Les changements survenus en 1974 occupent essentiellement trois volets. En premier lieu, ils divisèrent amèrement les Euro-